



ACTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES (PGA)

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

CONTACT: Dr. David Donat-Cattin, Directeur,
PGA Programme de Droit International et Droits Humains,
Email: donat@pgaction.org

RÉSEAU PARLEMENTAIRE MONDIAL APPELÉ À UN SOUTIEN COMPLET DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE ET LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS ET DE L'AFRIQUE CENTRALE

LE PARLEMENT DE LA RDC ACCUEILLIT LA CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA JUSTICE ET LA PAIX

KINSHASA, 10 Décembre, 2009: La quête pour la justice et la réparation pour les victimes des conflits armés dans la région d'Afrique centrale seront abordées aujourd'hui à Kinshasa, dans le parlement de la République Démocratique du Congo (RDC), lorsque le juge S.-H. Song, Président de la Cour Pénale Internationale (CPI), ouvrira la "Conférence Parlementaire Internationale sur la Justice et la Paix en République Démocratique du Congo et la Région des Grands Lacs et l'Afrique Centrale», organisée par L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA).

Les membres du parlement (MPs) du Sénat et la Chambre des Députés de la RDC, des Assemblées Parlementaires de la Province Orientale (Ituri), des Kivus et de Maniema, ainsi que du Burundi, du Tchad, du Congo-Brazzaville, du Kenya et d'Ouganda, vont discuter avec leurs collègues de Suisse et de la Belgique, ainsi qu'avec des experts d'organisations internationales et non gouvernementales, les défis principaux pour faire progresser la lutte contre l'impunité et la protection des droits des victimes, étant des outils clés pour assurer que la paix durable est pris en charge par la population civile, qui a été directement touché par les conflits armés et les atrocités largement répandues.

La conférence reçoit le soutien fort du groupe multipartite de PGA au Congrès de la RDC, et elle sera ouverte par le Président de la Chambre des Députés et clôturée par le premier Vice-président du Sénat. Le gouvernement de la RDC sera représenté par le Ministre de la Justice et la Secrétaire Générale du Ministère du Genre, Enfant et Famille, signalant ainsi une volonté politique renouvelée de la RDC à coopérer pleinement avec la Cour et à améliorer les moyens et les méthodes de lutte contre l'impunité au niveau national.

En vertu de l'ordre du jour "justice pour la paix», des principaux acteurs internationaux tels que l'Union européenne (UE) - représentée par la Délégation de la Commission Européenne et le Représentant spécial pour le bureau de la Région des Grands Lacs - et les États-Unis - représentée par l'Ambassadeur pour les Affaires de Crimes de Guerre, Stephen Rapp - uniront leur voix lors de la conférence, appelant à la prompte exécution des mandats d'arrêt en instance délivré par la CPI et le renforcement des systèmes nationaux de justice pénale.

Cette conférence, s'ouvrant à la Journée Mondiale des Droits de l'Homme, le 10 Décembre, continuera jusqu'au 12 Décembre avec une session finale sur la nécessité d'une loi de mise en œuvre efficace et complète du Statut de Rome de la CPI au niveau national et dans tous les pays de la région, à commencer par la RDC et l'Ouganda, où un projet de loi est à l'étude dans les commissions parlementaires compétentes. Plusieurs obstacles doivent être surmontés pour que ces projets de loi soient en pleine conformité avec les exigences du Statut de Rome et, en même temps, pour assurer que leur adoption se fera dans les plus brefs délais.

Action Mondiale des Parlementaires (PGA) continuera à travailler avec ses membres dans la région et le reste du monde pour s'acquitter des conclusions de cette conférence sur la justice et la paix, en ligne avec l'objectif de PGA à contribuer à l'universalité et l'efficacité du système du Statut de Rome, qui vise à lutter contre l'impunité, à prévenir la répétition de génocides, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de crimes d'agression, ainsi que de promouvoir le plein respect des droits humains des victimes et autres personnes qui sont à risque de victimisation.

A propos de PGA

L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) est un réseau de plus de 1300 parlementaires de 131 pays à travers le monde qui, dans les 20 dernières années, a soutenu une CPI permanente, efficace et universelle. Les membres de PGA ont conduit, lancés et/ou ont été les auteurs de la ratification et les initiatives de mise en œuvre du Statut de Rome dans 65 sur 110 Etats parties au Statut de Rome de la CPI, y compris dans certains des États qui ont adhéré à la CPI le plus récemment - comme le Chili, les îles Cook, le Suriname, le Japon, les Comores, le Mexique, la République Dominicaine et le Kenya. PGA tiendra sa "VI Assemblée Consultative des Parlementaires pour la CPI et l'Etat de Droit» à Kampala, en Ouganda, les 27-28 mai 2010. PGA est un membre du Comité de pilotage de la Coalition pour la CPI. PGA reçoit le soutien de la Commission européenne (UE) et des gouvernements de Belgique, des Pays-Bas et de Suisse, ainsi que l'appui de base du Danemark, de la Suède et de la municipalité de la La Haye.
